

**Séance ordinaire du
jeudi 22 juin 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Stéphanie JANNIN, Chantal MARION.

**Programme de Vidéoprotection Urbaine
Année 2017**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La politique de sécurité développée au sein de la commune de Montpellier s'est caractérisée depuis le début du mandat par le renforcement d'une police territoriale de proximité et le développement d'un programme ambitieux de vidéo protection.

Cette technologie complémentaire à la gestion des espaces, des voiries, et des équipements publics est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Au cours de l'année 2016, le Centre de Supervision Urbaine a traité 7056 affaires donnant lieu à 4895 interventions, 598 interpellations et 487 réquisitions d'images de la part des services de police et gendarmerie.

Par ailleurs, la vidéo protection assure en permanence la surveillance en continu du tunnel de la Comédie, pour le compte de la Métropole, et contribue à la fluidité de la circulation par le biais de la vidéo verbalisation introduite depuis février 2016.

La continuité du développement, proposé à l'occasion de cette année 2017, répond d'un diagnostic partagé avec les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique, conforté par les demandes formulées par les administrés.

C'est à partir de cet état des lieux que les choix d'installation ou de renforcement de la vidéo protection sont formulés.

Il est donc proposé, pour cette année une extension du réseau de vidéo protection urbaine par l'implantation de 17 nouvelles caméras sur les secteurs suivants :

PHASE 1

Lieux	Nb de Caméras	Thématique
Rond-Point B. Franklin	1	Entrées de ville, Axes majeurs, perspective Vidéo verbalisation
Av de la Pompignane (Hôtel Région, rue Pequet)	2	
Bas Av de Lodève (rue Draparnaud)	1	
Avant-place Royale du Peyrou	2	
Rue de Verdun - Rockstore	1	Equipements majeurs
Domaine de Grammont (rue des Marels)	1	
Renforcement d'équipements (Petit Bard : place des Pruneliers)	1	Secteurs ZSP, ZUS, ANRU, Politique de la Ville,
Renforcement d'équipements (Mosson : rues de Bari, de Lausanne et d'Uppsala)	2	
Port Marianne (av Th. De Méricourt, rue W. Maathai)	1	Centralités urbaines

TOTAL = 12

PHASE 2

Lieux	Nb de Caméras	Thématique
Rond-Point Maurice Gennevaux	1	Entrées de ville, Axes majeurs,
Av F. Delmas (Av de la Reine Hélène d'Italie)	1	
Renforcement d'équipements (Cévennes : impasse des Mourgues)	1	Secteurs ZSP, ZUS, ANRU, Politique de la Ville,
Les grisettes (rambla des Calissons, rue de la Madeleine)	2	Centralités urbaines

TOTAL = 5

A ce jour et après approbation du programme 2017, le nombre de caméras sur l'espace public sera porté à 294.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De valider le programme de vidéo protection urbaine 2017, à savoir l'implantation de 17 nouvelles caméras ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment une subvention du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat ;
- De déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juin 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170622-6403-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/06/17
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.